



## EXTRAIT

### Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

#### DELIBERATION N° 12/2018 – 3

**OBJET : AIDE A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE**  
**IRIAN IMMO - Acquisition d'un terrain et construction d'un bâtiment**

L'An deux mille dix-huit et le dix-neuf du mois de décembre (19.12.2018) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 13 décembre 2018, s'est assemblé à la salle Jules Fromage de Saint-Nicolas-de-la-Grave, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

**CONSEILLERS PRESENTS :**

M. GARGUY Bernard, Président  
M. BESIERS Jean-Philippe, 1<sup>er</sup> Vice-Président  
M. HENRYOT Jean-Michel, 2<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. BRIOIS Dominique, 3<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. CAPAYROU Joël, 4<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme FORNERIS Dominique, 5<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
Mme FEAU Annie, 6<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7<sup>ème</sup> Vice-Président (à partir de la délibération n°2)  
Mme DELZERS Monique, 9<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme ROLLET Colette, 11<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. LANNES Serge, 12<sup>ème</sup> Vice-Président

M. REMIA Alex - M. KOZLOWSKI Éric - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°10) - Mme CAMPOURCY Véronique - Mme TRESSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - M. CASSIGNOL Michel (à partir de la délibération n°7) - Mme BAULU Maryse - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - Mme CASTRO Marie - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. DELLAC Patrick - M. GARRIGUES Jean-Claude - M. LAFONT Hubert - M. DESQUINES Philippe - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte

**CONSEILLERS REPRESENTES :**

M. BENCE Jean-Marie, 8<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme CARRE Nathalie  
Mme BAJON-ARNAL Jeanine  
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°9)  
M. BENECH Robert  
M. ANDRAL Maurice  
Mme MAERTEN Fabienne  
M. FONTANIE Pierre  
M. GUILLAMAT Pierre  
M. DESCAZEUX Robert  
M. GERARDIN Frédéric  
Mme BERGE Marie-Luce  
M. PREVEDELLO Xavier

a donné procuration à M. CAPAYROU J.  
a donné procuration à M. BESIERS J-P.  
a donné procuration à M. IMBERT J-P.  
a donné procuration à M. PONS M.  
a donné procuration à M. LANNES S.  
a donné procuration à M. HENRYOT JL.  
a donné procuration à Mme ROLLET C.  
a donné procuration à M. HENRYOT JM.  
a donné procuration à Mme CASTRO M.  
est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant  
a donné procuration à M. DESQUINES P.  
a donné procuration à M. FEGNE J.  
a donné procuration à M. BRIOIS D.

**ABSENTS NON EXCUSES :**

Mme GARRIGUES Maïté  
M. CALVI Daniel  
M. VALLES Gérard

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Madame Véronique CAMPOURCY ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Vu** le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

**Vu** le régime cadre exempté n° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020.

**Vu** le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement ses articles L.1511-1 et suivants définissant notamment la répartition des compétences entre les Régions et les Communautés de Communes en matière d'aides aux entreprises, à savoir :

- « Le conseil régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la région ».
- Néanmoins, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre restent « compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles [...] La région peut participer au financement de ces aides dans des conditions précisées par une convention » ;

**Vu** la demande de subvention de la SCI IRIAN IMMO (2651, Côte de Saint Julien - 82 200 Moissac - n° SIRET : 838 127 306 00010) reçue en date du 23 novembre 2018 concernant un projet de construction d'un bâtiment exemplaire à usage de siège social, pour l'installation sur la Zone du Luc à Moissac, d'une société dont la principale activité est le développement, la fabrication, la mise en œuvre et la maintenance de systèmes complets de régulation des débits d'airs en espace confiné ;

**Vu** le programme de leur projet qui se détaille tel que suit :

Libellé	Dépenses € HT
Bâtiment	728.942,00 €
Panneaux photovoltaïques	52.500,00 €
Aménagements extérieurs	86.300,00 €
Honoraires et frais divers	194.374,00 €
Achat du terrain	87.500,00 €
Frais notariés	6.125,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>1.155.741 €</b>

**Considérant** que la SCI IRIAN IMMO est une Petite Entreprise (moins de 50 salariés) qui s'installe en zonage AFR, elle peut prétendre à un cumul d'aides publiques de 30% calculé sur le montant retenu pour le projet, soit 346.722,30 € (tous financements confondus) ;

**Considérant** que la SCI IRIAN IMMO et la société IRIAN Technologies sont des sociétés filiales de la société IRIAN INNOVATION (à respectivement 99% et 92%)

**Considérant** que la SCI IRIAN IMMO a été créée tout spécialement pour porter le projet de construction du bâtiment et que de ce fait, la société IRIAN TECHNO lui versera un loyer ;

**Considérant** que le reversement de l'aide reçue par IRIAN IMMO interviendra en déduction des loyers versés par IRIAN TECHNO ;

**Considérant** qu'en Commission Permanente du 15 décembre 2017, la Région Occitanie a voté ses règles d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise, en complément des EPCI, suivant la répartition suivante : pour 2018, la Communauté de Communes doit intervenir au minimum à hauteur de 10% de l'aide publique maximale afin que la Région intervienne au maximum à hauteur de 90 % ;

**Considérant** que sur le dossier en question, la répartition de la subvention se détaillerait tel que suit :

- Subvention globale maximale possible : 30 %, soit 346.722,30 €
- Part CC nécessaire pour déclencher intervention Région : 10%, soit 34.672,23 €
- Part Région sollicitée : 90 %, soit 312.050,00 €



**Considérant** que par délibération n° 12/2018 - 2, la Communauté de Communes vient d'approuver la vente d'un terrain de 3.500m<sup>2</sup> sur la zone du Luc (Moissac), à la SCI IRIAN IMMO dans les conditions suivantes :

- Prix de base : 25 € HT/ m<sup>2</sup> x 3.500 m<sup>2</sup> = **87.500,00 € HT**
- Rabais sur prix de vente : 1,50 € /m<sup>2</sup> x 3.500m<sup>2</sup> = 5.250 €

**Soit un prix résiduel de 82.250 € (net vendeur).**

**Considérant** que le rabais sur prix de vente accordé à la SCI IRIAN IMMO peut être considéré comme une aide à l'immobilier d'entreprise ;

Il est donc proposé d'attribuer une subvention complémentaire à la SCI IRIAN IMMO de 29.422,23 €, afin d'atteindre le montant d'aide nécessaire pour que la Région intervienne en complément, soit un taux d'intervention de 3% de la dépense éligible retenue par la Communauté de Communes de 1.155.741,00 € ;

Il est précisé que le montant de la subvention variera en fonction du degré de réalisation de l'opération subventionnée et sous réserve du respect de la réglementation, notamment relative aux plafonds d'aides publiques.

**Vu** l'avis de la commission communautaire « Développement Economique – Attractivité du territoire et Agriculture » en date du 26 juin 2018 ;

**Vu** l'avis du bureau communautaire du 11 décembre 2018 ;

**Vu** le Budget Primitif 2018 de la Communauté de Communes Terres des Confluences, voté en date du 13 avril 2017 ;

#### **DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **accorde** une subvention d'un montant de 29.422,23 € à la SCI IRIAN IMMO (2651, Côte de Saint Julien - 82 200 Moissac - n° SIRET : 838 127 306 00010), en complément de l'aide déjà accordée sous la forme d'un rabais sur prix de vente du terrain à hauteur de 5.250 €, sur une dépense éligible estimée à 1.155.741,00 € HT ;
- **inscrit** au budget principal les ressources budgétaires nécessaires au versement de cette subvention ;
- **autorise** la Région Occitanie à apporter une aide complémentaire ;
- **autorise** Monsieur le Président à la signature de tous documents permettant la poursuite et l'exécution de la présente délibération.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 24/12/18

Publication le : 24/12/18

Notification le : .....

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES  
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice : .....53  
Présents : .....37  
Votants : .....49  
Adoptée à l'unanimité des votants

